

# René Bousquet : le livre de P Froment (1994)

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Livres et publications,Renseignement,Services allemands

29 octobre 2021

## ***Par le Colonel Paul PAILLOLE***

Une vie et un procès riches en enseignements.

«C'est un livre sérieux et honnête»), ainsi François Mitterrand appréciait « Une Jeunesse Française » (Editions Fayard) au lendemain de la parution de l'ouvrage que Pierre Pean lui consacre. Je peux en dire autant du livre de Pascale Froment qui, entre autres révélations sur la vie publique et privée de René Bousquet, apporte de nouvelles lumières sur ses relations privilégiées avec le chef de l'Etat. Mais là n'est pas mon propos.

Le 8 juin 1992, l'ancien Secrétaire d'Etat à la police de Vichy était abattu dans son domicile parisien. L'action publique tendant à déférer René Bousquet devant la cour d'Assises pour crimes contre l'humanité était éteinte.

Sa responsabilité dans le domaine de la Défense Nationale qui fut le nôtre, ne l'est pas. Le 23 juin 1949, le crime «d'intelligence avec l'ennemi» n'ayant pas été retenu contre lui, Bousquet était condamné par la Haute Cour à la peine dérisoire de cinq ans de dégradation nationale dont il était, aux applaudissements de la foule (?), aussitôt relevé par la même juridiction.

Pascale Froment a le mérite d'analyser scrupuleusement l'instruction, le déroulement et la conclusion de cet étrange procès.

Dans le «ras-le-bol» général qui, quatre ans après la libération, pesait lourdement sur les derniers procès de l'épuration, René Bousquet a pu user de multiples relations, mettre en avant des actes de résistance (?) et bénéficier de la faiblesse d'une accusation pourtant révélatrice d'une intelligence avec l'ennemi que devait confirmer quarante ans plus tard, le dépouillement des archives allemandes saisies à Koblenz **(1)**.

Je fus, en fait, le seul témoin à charge. Je dénonçais les effets dévastateurs de l'intrusion en zone libre, à la veille du débarquement allié en A.F.N. le 8 novembre 1942, des équipes du S.D. et de l'Abwehr, guidées et secondées par des policiers français mis à leur disposition par le Secrétaire Général pour la police. Dans cette phase cruciale de l'évolution du conflit, anglais et américains allaient être ainsi frustrés d'informations sur les réactions de la Wehrmacht, tandis que de valeureux patriotes étaient arrêtés, livrés à l'ennemi et déportés avec le concours des policiers français de Bousquet.

Que pouvait peser ma seule voix d'officier à la retraite, représentant isolé de réseaux de résistance et de renseignements issus d'une armée vaincue, dans ce prétoire engorgé de voyeurs, face à des jurés, ignorants pour la plupart des drames de l'occupation, indifférents à la notion de Défense Nationale et souvent de tendances politiques proches de celles de

Bousquet...

Ainsi la Haute Cour l'acquittait. Je connais des dizaines de lampistes qui allèrent au poteau pour moins que cela... Le livre de Pascale Froment abonde en détails révélateurs d'une personnalité ambiguë, évoluant avec désinvolture au fil des temps dans une société toujours plus permissive, j'en retiens essentiellement, pour ma part, les pages d'où émergent avec quelques tares fondamentales de cette société, l'indifférence d'une élite à la notion de Défense et de Trahison.

**(1) Rapport de Himmler à Hitler du 26 décembre 1942 sur l'arrestation de notre réseau d'écoutes sur le câble de la Wehrmacht Paris-Berlin, à la suite de la dénonciation spontanée de Bousquet à Oberg, chef de la police allemande en France.**

---

## **René Bousquet : le livre de Yves Cazaux (1995)**

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Extraits de bulletin, Livres et publications, Renseignement  
29 octobre 2021

Yves Cazaux, ancien Préfet, ancien Président de la Société des Gens de Lettres de France et de la Société de l'Histoire de France, est un homme courageux et de grand cœur.

C'est mon ami, après avoir été depuis 1939, notre collaborateur au sein du 2° Bureau (S.C.R.), puis un honorable correspondant permanent et efficace dans les postes administratifs de plus en plus importants qu'il occupa pendant l'occupation, notamment à Paris aux côtés de cet autre grand Préfet que fut Guy Perrier de Feral.

Notre camarade du réseau SSM/F/TR, le Commandant Mayeur, en poste à Paris en 1943, n'eut pas de meilleur et de plus sûr auxiliaire qu'Yves Cazaux dans ses missions de préparation de la libération de la capitale et de liaisons avec l'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.).

Nous lui devons estime et reconnaissance pour cet engagement total et désintéressé à nos côtés, en toutes circonstances.

Je n'en suis que plus à l'aise pour dire ce que je pense de son livre sur René Bousquet. Certes, c'est l'expression enthousiaste d'une vieille amitié, nourrie aux meilleures sources. Yves Cazaux est de bonne foi dans ses convictions, sincère dans ses sentiments à l'égard d'un homme dont nul ne conteste l'intelligence et le charme.

Oserai-je écrire, tant j'ai grande considération pour la pureté de sa pensée, que son jugement est faussé lorsqu'il s'exprime sur des actes que pour ma part je qualifie de trahison et que ma fonction avait le devoir de dénoncer.

Tolérer, faciliter l'entrée et l'action en zone libre de commandos de l'Abwehr et du S.D. pour neutraliser les réseaux de renseignements au moment où des événements décisifs (débarquements alliés du 8 novembre 1942 en A.F.N.) vont changer le cours de la guerre. C'est trahir.

Dénoncer l'une de nos plus précieuses source de renseignements sur l'ennemi (source K) en décembre 1942 au moment où les alliés et notre armée d'A.F.N. ont les pires difficultés pour contenir la Wehrmacht aux confins algéro-marocains, c'est trahir.

Etre de la sorte responsable de l'arrestation, de la déportation et de la mort de Français patriotes, c'est trahir.

Je comprends que, meurtri dans sa confiance et son affection pour Bousquet, Yves Cazaux dans son livre généreux, cherche des excuses, avance des explications, affirme ses certitudes et démontre les bons côtés d'une carrière dont je n'ai jamais nié les difficultés et certains aspects positifs.

Hélas, mon cher Cazaux, il n'y a pas de gestes compensatoires pour la trahison, surtout lorsqu'elle est le fait d'un grand commis de l'Etat dont la fonction est précisément de la réprimer.

Des milliers de "lampistes" ont payé de leur vie ce crime contre la Nation. Je déplore le geste de ce fou qui nous a privés en 1993 de confronter ces accusations avec les arguments de Bousquet et de faire éclater au grand jour la Vérité et la Justice.

Je n'en demeure pas moins plein d'admiration pour le sérieux et la documentation de ce livre. Plein d'admiration aussi pour l'émouvante démonstration de fidélité, d'amitié et de caractère qu'il dégage.

---

## [Une leçon d'Histoire par Paul Leistenschneider, compagon de la libération à la jeunesse](#)

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Services allemands  
29 octobre 2021

*Notre camarade Paul Leistenschneider, alias «Carré» dans la résistance, lance un appel à la jeunesse pour que dans l'euphorie des manifestations qui célèbrent la Victoire sur les nazis, nul n'oublie les leçons de l'Histoire et en particulier les effets néfastes des politiques d'abandons comme des traités générateurs de conflits ethniques et nationaux.*

*Nul n'était plus qualifié que «Carré» pour donner ces conseils de vigilance. Entré dans la Résistance dès l'Armistice, il fut le précieux collaborateur de notre regretté ami le Colonel*

*Simoneau à la tête depuis septembre 1940 de l'antenne S.R. du réseau Kléber à Vichy.*

*Après avoir rejoint Londres, il fut désigné en 1943 par le Général De Gaulle comme Délégué Militaire Régional (D.M.R.) à Montpellier et Toulouse. Son activité intense dans ces régions devait le rendre suspect à la Gestapo et le contraindre à changer de secteur.*

*Affecté à Lyon en avril 1944 aux côtés de Bourges-Maunoury, il accomplit avec autorité et souplesse une œuvre d'unification des groupes de résistance de la Région Rhône-Alpes. Son sang-froid autant que son sens politique pesèrent d'un poids décisif dans l'heureuse libération de Lyon en septembre 1944 en liaison avec les grandes unités américaines et françaises.*

*Fidèle adhérent de notre association, Paul Leistenschneider a toujours maintenu des liens précieux d'amitié avec nos camarades et spécialement avec ceux de Lorraine et d'Alsace.*

---

Nous venons de vivre le cinquantenaire des débarquements en y associant dans la dignité nos alliés avec qui, un an plus tard, l'armée russe ayant pris Berlin, nous avons obtenu après de dures batailles la capitulation allemande. Et ce 14 juillet nous avons tenu à tendre à notre voisin la main du pardon. L'ampleur des cérémonies et la joie que tous nous avons ressentie à ce souvenir et à celui du Général De Gaulle descendant les Champs Elysées, ne doivent toutefois pas nous endormir ou nous faire oublier ni le calvaire vécu avant la Libération ni ses causes. Ce fut d'abord une déroute, sans comparaison dans notre histoire. Après environ un mois de combat effectif, l'ennemi arrivait à Paris en faisant 1.800.000 prisonniers. Des millions de réfugiés sur les routes mélangés aux militaires en retraite et parfois bombardés par l'aviation italienne, le Gouvernement, ne disposant plus de réserve, demanda à déposer les armes. Ce spectacle, du jamais vu, la surprise passée, déclencha la grande colère du peuple trompé : un Président du Conseil avait encore annoncé après Narvik «Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts.»

Cette colère se dirigea autant contre le gouvernement de Front Populaire sorti des élections de 1936 que contre la majorité parlementaire modérée précédente, au pouvoir depuis 1933 (arrivée d'Hitler).

Si les uns avaient ramené la durée du travail de 48 à 40 heures alors qu'Hitler faisait travailler jusqu'à 62 heures certaines usines d'armement, les autres avaient permis à Hitler de déchirer toutes les clauses militaires du Traité de Versailles en lui permettant de remplacer une armée de 100.000 hommes composée de professionnels engagés pour douze ans par une armée nationale avec ses divisions blindées et une puissante aviation. Songez qu'en mars 1936, à la veille des élections donc, on le laissa occuper militairement la rive gauche du Rhin. Ce furent ces fautes que Vichy sut habilement exploiter. Je me souviens encore de certaines phrases du Maréchal Pétain : «Français, je hais ces mensonges qui vous ont fait tant de mal», ou «Français, vous n'avez pas de mémoire», ou cette autre du ministère de la propagande : «Peux-tu être plus Français que lui». Heureusement qu'en 1940 il n'a pas voulu ou n'a pas pu appeler les Français à voter. Il y aurait trouvé la légitimité qu'il a en vain cherchée. Et ce ne fut que le début du calvaire. Nous vîmes un Maréchal de France aller à Montoire le 24 octobre 1940 pour offrir sa collaboration à son vainqueur. Collaboration qui, la Russie n'étant pas encore en guerre, ne pouvait être dirigée que contre l'ancien allié qui continuait à se battre.

En se rendant à Montoire le Maréchal avait sans doute espéré s'en tirer par la cession de l'Alsace-Lorraine comme en 1871, mais sans avoir rien obtenu la collaboration continua. Collaboration qui pour le Français moyen se traduisit par les privations quotidiennes et qui alla parfois jusqu'à la guerre civile quand la milice attaqua les maquis. Les fautes antérieures à la déclaration de guerre, donc génératrices de la défaite, ont deux traits communs:

— elles étaient politiques et c'est un militaire qui paya doublement : d'abord Montoire, qui a dû quand même être douloureux pour le vainqueur de Verdun, puis la condamnation qui frappa l'homme dont l'âge n'avait pas encore éteint toutes les ambitions;

— les responsables de ces fautes politiques ont eu le temps de disparaître, mais tous étaient animés du même esprit de facilité: flatter l'électeur ou du moins ne pas gêner sa tranquillité, malgré tous les avertissements qu'Hitler nous avait prodigués. Sans doute pour des raisons de politique intérieure, la propagande de Vichy ne remonta pas plus loin dans le passé. La cause profonde de notre défaite résidait dans le Traité de Paix de Saint Germain-en-Laye du 10 septembre 1919 qui démolit l'Empire des Habsbourg. Une Autriche non viable, car à l'époque on ne vivait pas du seul tourisme, se laissa attirer par l'Allemagne hitlérienne. Les Sudètes mécontents comme les Slovaques des Tchèques majoritaires, n'auraient pas été attirés par Hitler. Au contraire, peut-être à l'époque où l'Allemagne souffrait de sept millions de chômeurs, la Bavière aurait pu être attirée par l'Autriche, catholique comme elle.

Mais si la cause initiale de la défaite a été dans ce Traité de Paix, il n'en demeure pas moins vrai que tout aurait pu être réparé si on n'avait pas permis à Hitler de réoccuper militairement la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire de lui donner la possibilité de construire la ligne Siegfried en face la ligne Maginot. Et d'éviter ainsi, en 1939 du moins, la guerre sur les deux fronts. Pour ne pas laisser les jeunes générations sur l'idée familière que tout finit toujours par s'arranger, il est bon de rappeler les années douloureuses qui ont précédé la Libération, sinon c'est encourager encore une politique de facilité qui aboutit à la lâcheté pour finir par la catastrophe.

Catastrophe qui aujourd'hui, les données géographiques ayant changé, pourrait ne plus être une invasion militaire mais un désastre économique et social. Toutes ces erreurs génératrices du désastre, unique dans notre histoire, le Général De Gaulle les avait vécues. Aussi un changement fondamental dans notre Constitution lui parut indispensable. Ce fut l'œuvre à laquelle il s'attacha pour l'avenir de la France.

Mais nous avons appris depuis que les institutions sont inséparables des hommes auxquels le pouvoir est confié. C'est pourquoi je crois nécessaire de rappeler périodiquement à la jeunesse les circonstances qui avaient amené le Général à modifier nos institutions. Si non, les hommes étant toujours des hommes, la tentation de la facilité l'emportera.

---

# Imperial War museum et Services speciaux

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Affaire Enigma,BCRA,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,MI5 (GB),MI6 (GB),Renseignement,Services allemands,Services français,Services occidentaux

29 octobre 2021

Récemment ouvert à la guerre secrète, ce grand musée situé Lambeth Road est exemplaire par la richesse de ses expositions et aussi par les réalisations qui facilitent sa visite... Les sièges ne manquent pas, une cafétéria est accueillante et ouvre sur de vastes jardins.

Une bibliothèque rassemble quantité d'ouvrages sur les grands conflits mondiaux et notamment sur la guerre secrète. L'œuvre la plus importante, la plus récente et sans nul doute la mieux documentée sur l'action des services spéciaux britanniques est celle du professeur F.-H. Hinsley " British intelligence in the second world war " .

Le rez-de-chaussée présente les matériels de guerre, notamment ceux de la 2e guerre mondiale, britanniques, américains et allemands. Le nombre est impressionnant.

Au premier étage sont les expositions sur les deux dernières guerres mondiales.

Des vidéos très didactiques expliquent les développements des conflits, années par années..

a)- Seconde Guerre Mondiale. C'est l'exposition la plus riche. Elle comprend une exposition générale divisée par thèmes (bataille d'Angleterre - Blitz - guerre sur mer, dans le Pacifique, camps de déportation, etc...) et des expositions spécifiques telles que la vie à Londres, la défaite du Japon, les débarquements de Normandie, la célébration de la Victoire, etc... la guerre secrète.

b)- La Guerre Secrète occupe une grande partie du premier étage, son exposition est divisée en trois :

## **M.I.5, M.I.6 et S.O.E., les trois spécialités de l'I.S.**

Chacun de ces 3 services secrets est détaillé : genèse, objectifs, fonctionnement, matériels, personnels... avec le curriculum vitae simplifié de leurs chefs successifs et des personnalités qui ont marqué leurs activités diverses.

*Ainsi à titre d'exemple: M.I.6 (renseignements et CE extérieurs):*

*Directeurs : Menzies de 1939 à 1952 - Dick - White de 1953, etc... enfin Mac Coll de 1989 à 1992.*

*Personnalités : Dansey, directeur adjoint de M.I.6 de 1939 à 1945 - Denniston, chef du G.S.C.S. (Government Code and Cypher School) organisme du chiffre, transféré en 1939 à Bletchley Park où furent exploités notamment les secrets de la machine à chiffrer allemande Enigma par le savant Turing, cryptanalyste exceptionnel et Winterbotham chargé de*

*l'exploitation des renseignements.*

**A noter :**

La machine Enigma est exposée et son fonctionnement expliqué. Le visiteur peut s'amuser à l'utiliser en tapant son nom. Les services français et polonais qui ont les premiers percé les secrets d'Enigma sont cités.

Opérations: Affaire Ciceron - Réseau "La Dame Blanche" en Belgique pendant la 1ère Guerre Mondiale - Affaire de Venlo en 1939 (enlèvement par le S.D. des agents M.I.6 Stephens, Beit, Klop) réseau Alliance en France (de 1941 à 1944) etc...

Traîtres: Philby - Burgess - Cairncross qui travaillait au G.S.C.S. de Bentley découvert en 1964 par M.I.5 (chargé du contre-espionnage à l'intérieur).

Autre exemple très développé, S.O.E., sa création en 1940 par Churchill, ses missions, ses moyens, son personnel d'encadrement : Dalton, Nelson et Selborne de 1942 à 1945, Buckmaster pour la France.

*Parmi les agents S.O.E. cités : Dericourt (Opération Prosper), Khan (princesse Noor), Cammaerts, Odette Sanson déportée à Ravensbrück (travaillait avec Peter Churchill).*

Des consoles d'ordinateurs, faciles d'utilisation, permettent d'obtenir sur tout ce qui est exposé (y compris sur les personnes) des informations détaillées, telles que curriculum vitae ou déroulement des principales missions secrètes.

Des petits films parlants relatent certaines actions ou diffusent des témoignages (on peut entendre Odette Sanson, une reconstitution du Blitz, les explosions des V1 et V2. Pendant quelques minutes, on peut se croire à Londres fin 1940 ou en 1944; les témoignages de soldats qui ont libéré les premiers camps de concentration en Allemagne, etc...).

Un film émouvant retrace la célébration de la victoire à Londres. On voit Churchill à Buckingham aux côtés de la famille royale, saluant la foule. On entend les cris, les applaudissements, les musiques.

L'exposition se termine par l'éternelle question: doit-on parler de la guerre secrète, de ses acteurs, de ses organisations, de ses actions, de ses résultats.

*La réponse est positive.*

Il faut que le public sache le rôle des services secrets, en comprenne la nécessité et l'importance et accepte de leur confier les moyens indispensables à leur efficacité.

La célèbre phrase de Churchill est citée en exergue, à la gloire des aviateurs et des services secrets britanniques : "Jamais dans l'histoire des conflits mondiaux autant d'êtres humains auront dû leur salut à si peu d'hommes ".

### **Remarques et conclusions:**

- L'auteur de ce compte-rendu de visite a été frappé par le grand nombre de visiteurs des salles réservées à la guerre secrète. Beaucoup de jeunes de toutes conditions: certains étaient venus plusieurs fois pour approfondir diverses expositions, telles celles d'Enigma, ou de la formation des agents M.I.6 ou S.O.E.

- Exclusivement consacrée aux services secrets britanniques, il est à remarquer que l'exposition ne donne aucune indication sur les services secrets étrangers (alliés, ou ennemis, ou neutres), ni sur les organisations amies installées en Grande Bretagne pendant la 2e guerre mondiale.

- Rien sur le 2e Bureau et le B.C.R.A. du Général de Gaulle.

---

## **Disparition du General Chretien**

Category: Extraits de bulletin, Général Louis Rivet

29 octobre 2021

C'est une grande figure de nos Services qui vient de s'éteindre, un acteur et témoin des grands événements qui ont marqué la Deuxième Guerre mondiale et, notamment, ce tournant décisif que fut le débarquement allié du 8 novembre 1942 en A.F.N. où le Général CHRETIEN avait la responsabilité de la Sécurité Militaire.

Engagé à dix-sept ans pendant la Grande Guerre, sous-lieutenant blessé à VERDUN, il est affecté après la victoire dans un 2e Bureau de l'Armée d'Occupation.

Muté dans la Coloniale en 1926, après un séjour en CHINE et une brève incursion dans la vie civile il retrouve l'armée en 1932.

En 1934, il est affecté comme Capitaine à la Section de politique étrangère de l'E.M.A. à PARIS. Nommé Commandant en 1936 et muté à la Section économique, il travaille sous les ordres du Colonel GROUSSARD.

C'est en 1938 qu'il rejoint le S.R. Colonial nouvellement créé. Il est affecté à DAKAR.

En 1941, le Colonel RIVET, patron de nos Services M.A. et clandestins, fait appel à lui pour diriger les B.M.A. et le T.R. d'A.F.N. Après avoir efficacement contribué au succès du débarquement allié il rejoint la troupe en mars 1943 et participe aux opérations de guerre en ITALIE et en FRANCE.

Fin novembre 1944, il prendra à la D.G.E.R. la direction des Bureaux de Documentation Extérieure (B.D.O.C.) qu'il quittera en 1946 pour se lancer dans la vie civile.

Officier Général d'une grande bravoure et d'une vaste culture, le Général CHRETIEN laisse le

souvenir d'un camarade charmant dont l'existence militaire mouvementée et l'action résistante discrète ont toujours été inspirées par un pur esprit patriotique.

Le Général CHRETIEN a été inhumé le 15 février 1988 dans son village de MALBUISSON. Une délégation de l'AASSDN dirigée par notre délégué régional Gilbert M. assistait à ses obsèques.

---

## [1981 : le 26eme Congrès du parti communiste et les événements de Pologne](#) [par Michel Garder](#)

Category: Europe de l'Est, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Géopolitique, Guerre froide (1945-1989), Services allemands  
29 octobre 2021

Au lendemain du 26e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique qui s'est tenu du 23 février au 3 mars 1981, nous avons pu, au travers des discours des principaux dirigeants soviétiques ou satellites, discerner les grandes lignes du nouveau plan stratégique du Kremlin. Ce plan qui comportait une modification majeure par rapport à celui qui était en vigueur depuis le 25e Congrès de 1976, pouvait se résumer ainsi :

Sur le théâtre extérieur :

- *Report de l'effort principal de l'Afrique sur l'Asie* : Golfe Persique et Chine, celle-ci étant nommément désignée comme ennemie. Les objectifs principaux de cet effort principal semblaient devoir être les suivants :

- renforcement de la présence soviétique dans la zone du Golfe : Afghanistan et, si possible, en Iran et au Pakistan ;

- isolement de la Chine en la dissociant du Japon et des Occidentaux, soit encerclement en s'appuyant sur l'Inde et surtout le Vietnam, et si possible une révolution à Pékin.

- *Face aux Occidentaux* on multiplierait les offensives de paix comportant au besoin quelques concessions apparentes et visant à les couper totalement de la Chine, à amadouer les Américains, à dissocier ceux-ci des Européens et à jouer sur les contradictions entre ces derniers, la France étant choisie comme le « maillon » important du dispositif.

- *Enfin en Afrique* on se contenterait de maintenir les positions acquises tout en diminuant nettement l'effort.

Sur le théâtre intérieur :

Aucun changement. Autrement dit, « poursuite du renforcement de l'Union Soviétique et maintien de la cohésion et de la sécurité du camp socialiste ».

En d'autres termes, l'U.R.S.S. s'efforcerait de poursuivre à la fois le renforcement de son potentiel militaire et le développement de son économie au besoin grâce à l'aide de « l'adversaire capitaliste » (Amérique, Europe, Japon) et veillerait au maintien de l'intégrité et du monolithisme de l'Empire, l'Afghanistan et la Pologne constituant ses deux préoccupations immédiates.

## **1. UNE STRATEGIE RIGIDE ET UN PLAN CONTESTABLE**

Contrairement à une idée fausse partagée par bon nombre de responsables occidentaux, les dirigeants soviétiques sont beaucoup moins opportunistes et pragmatiques qu'il n'y paraît, et leur stratégie totale n'est nullement souple.

Cette erreur d'appréciation provient d'une part de ce que lesdits responsables ne se donnent pas la peine de suivre au jour le jour le jeu stratégique de Moscou, en effectuant au besoin des retours en arrière à des fins de vérification et, d'autre part, du fait qu'au plan tactique les Soviétiques font effectivement preuve d'une certaine souplesse.

En réalité, prisonniers des dogmes au nom desquels ils détiennent le pouvoir, les oligarques soviétiques raisonnent en fonction des schémas établis une fois pour toutes et s'accrochent en ce domaine, comme en celui de l'économie, aux vertus magiques de la planification. Ce détail essentiel du fonctionnement de cet état-major général que représente l'appareil du Comité Central échappe curieusement à la quasi totalité de nos « Kremlinologues »: C'est ainsi que Michel VOSLENS y fait à peine allusion dans sa « Nommenklatura » et que Mme CARRERE D'ENCAUSSE n'en parle absolument pas dans son excellent ouvrage « Le Pouvoir confisqué ».

La majeure partie des succès soviétiques, sur le théâtre extérieur, sont justement dus à cette grave méconnaissance chez leurs adversaires de la véritable nature d'une stratégie par excès de planification, laquelle, Dieu merci, a valu par ailleurs bien des déboires au Kremlin. Il se trouve même que nous sommes probablement à la veille d'une éclatante démonstration de cette dernière affirmation, dans la mesure où les stratèges de Moscou paraissent incapables tant d'en modifier le plan - pourtant contestable - qu'ils mettent actuellement en oeuvre que de résoudre les contradictions existant entre les objectifs des théâtres extérieurs et intérieurs.

En effet, si les stratèges soviétiques avaient été effectivement pragmatique et opportunistes, autrement dit libres de leurs initiatives, ils auraient eu dans la situation actuelle le choix entre deux solutions : soit un rapprochement réel avec les Occidentaux pour se retrouver en position de force vis-à-vis des Asiatiques, soit à l'inverse une franche ouverture en direction de ces derniers.

Dans le premier cas il leur eût suffi de quelques gages : retrait progressif d'Afghanistan et attitude compréhensive en ce qui concerne le règlement de problèmes du Moyen-Orient par

exemple, avec, en retour, une aide substantielle à leur économie.

Dans le second cas, la seule restitution des Îles Kouriles au Japon et éventuellement quelques avances à la Chine auraient pu modifier la situation du tout au tout.

Mais une loi non écrite et pourtant formelle interdit aux oligarques soviétiques d'avoir des alliés. Moscou ne peut avoir que des subordonnés ou des ennemis. De là la rigidité de sa stratégie et l'avantage que détient en l'occurrence Pékin qui ne dédaigne aucune alliance contre l'« hégémonisme soviétique ».

C'est également la raison pour laquelle les oligarques moscovites ne peuvent souffrir la moindre incartade de leurs subordonnés et traitent immédiatement en ennemis ceux qui tentent de se libérer de leur férule.

Rien d'étonnant dès lors que le plan stratégique rappelé ci-dessus, plan auquel on s'accroche envers et contre tout à Moscou, soit plus que contestable.

## **2. UN MOIS ET DEMI DE TÂTONNEMENTS**

Dès la fin du Congrès, le Kremlin avait tenté de mener de pair sa grande offensive de paix vis-à-vis de l'Occident et la remise au pas de la Pologne. Convoqués une fois de plus à Moscou, les dirigeants de Varsovie avaient promis de faire leur possible pour « normaliser » la situation dans leur pays. C'était là une promesse purement gratuite car, en réalité, la situation leur échappait totalement et pour obtenir la moindre solution il fallait à Stanislas KANIA et au général JARUSELSKY implorer la bénédiction de l'Eglise et passer par les exigences de « Solidarité ». Pour un régime qui se voulait encore totalitaire c'était un constat de faillite.

Au Kremlin pendant ce temps, on ne pouvait pas croire à la liquéfaction du Parti polonais, et l'on s'accrochait à l'espoir qu'il suffirait aux camarades de Varsovie de faire preuve d'un peu plus d'énergie pour en imposer à la fois à l'Eglise et aux syndicats autonomes.

Les manoeuvres du Pacte de Varsovie prévues pour la deuxième quinzaine de mars devaient apporter aux « nomenclaturistes » polonais l'appui moral nécessaire à une reprise en main de la population.

Cependant en Pologne, les paysans qui n'avaient toujours pas pu obtenir la reconnaissance de leur propre syndicat autonome accentuaient leur pression sur les autorités, et à Bygdoszcz leurs représentants s'étaient emparés de la préfecture pour une occupation illimitée. Maladresse ou provocation, les autorités locales crurent bon de faire intervenir brutalement la milice. D'où une réponse énergique de « Solidarité » exigeant une enquête officielle et des sanctions contre les responsables locaux. Ce fut le début d'une épreuve de force risquant de tourner à l'avantage des syndicats, ce que Moscou pouvait difficilement tolérer. Du coup les manoeuvres en cours se transformèrent en une mise en place d'un important dispositif

opérationnel aux frontières et à l'intérieur même du territoire polonais. On procéda, semble-t-il, à des rappels de réservistes dans les régions militaires de la Baltique, de Biélorussie et des Carpates ; la flotte de la Baltique simulait un blocus des côtes de la Pologne avec exercices de débarquement d'unités blindées et de détachements de fusiliers-marins ; des divisions de l'Allemagne de l'Est s'installaient carrément sur la rive droite de l'Oder et, sous prétexte de manoeuvres, paradaient sur les anciens territoires allemands cédés à la Pologne depuis 1945.

Cependant « Solidarité » lançait le 27 mars une grève d'avertissement de quatre heures, massivement suivie dans tout le pays, et annonçait pour le 31 une grève générale illimitée.

Une intervention des forces armées du Pacte de Varsovie paraissait imminente. Les États-unis et les pays membres de l'Alliance Atlantique crurent bon d'adresser à Moscou d'énergiques mises en garde.

L'offensive de paix soviétique risquait d'être totalement compromise. Réuni à Varsovie le 29 mars 1981, le Plenum du Comité Central du Parti Polonais devait, entre-temps faire l'étalage de ses divisions et de son impuissance.

Sur le conseil de l'épiscopat, Lech WALESA estima bon d'assouplir quelque peu l'attitude de « Solidarité » et de sauver en quelque sorte le pouvoir, grâce à un compromis et à l'annulation de l'ordre de grève. Au même moment, aux États-unis l'attentat contre le président REAGAN captait l'attention de l'opinion publique mondiale et dédramatisait – dans une certaine mesure – les événements de Pologne.

Nous ignorons bien entendu l'effet produit sur l'oligarchie soviétique par l'attentat de Washington, mais il n'est pas exclu que celui-ci ait renforcé la position de ceux qui étaient opposés à une intervention en Pologne. Il n'est pas exclu, en particulier, que l'argument selon lequel les Américains auraient pu trouver un lien entre les deux événements ait été invoqué à cette occasion.

Toutefois, du jour au lendemain, la propagande soviétique allait changer de thèmes et englober dans ses anathèmes les forces anti-socialistes polonaises et le laxisme des dirigeants de Varsovie.

Les manoeuvres se poursuivant, on eut de nouveau l'impression en Occident que l'engrenage fatal s'était remis en route, cela d'autant plus que les dirigeants des pays satellites donnaient de plus en plus de la voix, Allemands de l'Est et Tchécoslovaques étant les plus virulents.

Le point culminant devait être atteint le vendredi 3 avril ; puis le samedi 4 ce fut la surprise de l'annonce de la participation de Leonid BREJNEV au Congrès du Parti Communiste Tchécoslovaque deux jours plus tard.

Dès lors il devenait évident que l'intervention se trouvait remise « sine die », ce que le

secrétaire du Parti Communiste Soviétique allait confirmer par son discours de Prague qui contrastait curieusement avec celui du camarade HUSSAK, écrit probablement au moment où celui-ci croyait encore à l'inévitabilité d'une « aide fraternelle à la Pologne ».

En marge de ce Congrès il y eut une mystérieuse entrevue BREJNEV-JALLOD, le second Libyen venant peut-être réclamer de nouvelles armes à son fournisseur soviétique.

Depuis, nous avons assisté à la fin des manoeuvres et, semble-t-il, à la démobilisation des réservistes. Certes le Kremlin allait jouer dans la coulisse un certain rôle dans les événements du Moyen-Orient, coïncidant avec la visite du général HAIG dans cette partie du monde ; toutefois le ton de la propagande moscovite était devenu moins virulent. Il y eut ensuite le Congrès du Parti Est-Allemand au cours duquel l'irascible SOUSLOV, « missus dominicus » au Kremlin, se montra moins en verve que d'habitude, cependant que le représentant du Parti Communiste Français se permit de condamner l'éventualité d'une intervention soviétique en Pologne. Il fallait attendre l'avant-veille de Pâques pour que de nouvelles concessions de l'oligarchie polonaise vinssent rappeler au reste de l'Empire Soviétique qu'il n'y avait pas lieu de trop compter sur le Parti ouvrier unifié polonais pour résoudre lui-même ses problèmes.

### **3. UNE SITUATION INTOLÉRABLE POUR LE KREMLIN**

Il est vrai qu'en ce jour de Vendredi-Saint on devait apprendre coup sur coup que les autorités de Varsovie avaient accepté d'enregistrer avant le 10 mai un syndicat autonome rural et pris bonne note des revendications formulées à Torun par un vaste forum de contestataires de la base du Parti. Ces deux faits dépassaient largement en importance tous les événements précédents. D'une part le Parti reconnaissait à trois millions et demi de petits propriétaires (de koulaks, selon le jargon soviétique) le droit de se grouper en un syndicat et de partager avec les dix millions d'ouvriers et employés le beau titre de « Solidarité ». Ainsi toute la population active du pays, ne reconnaissant au fond que la seule autorité de l'Église, tendait à se dresser face à une poignée d'« apparatchiks », lesquels d'autre part se voyaient contestés par leur propre base et acceptaient humblement cette contestation.

Devant l'énormité de ces deux événements, le Kremlin surpris une fois de plus, est demeuré pratiquement sans réaction. L'agence Tass s'est contentée de citer sans commentaire des extraits de l'agence de presse polonaise annonçant la reconnaissance du syndicat rural. De son côté, un des stratèges du Kremlin, M. ZAMIATINE, Chef du département d'information internationale du Comité Central du Parti Communiste Soviétique, devait reprendre tous les thèmes officiels de la propagande en vigueur depuis la reculade du 4 avril : ingérences occidentales, forces anti-socialistes manipulées par le « Comité de Défense antisociale » (K.O.R.), et réitérer la confiance de son Parti aux dirigeants polonais. En revanche à Prague on s'est montré moins confiant vis-à-vis de ces derniers en les accusant d'avoir « cédé une nouvelle fois à la pression politique de « Solidarité ».

De toutes façons, il est évident que la situation est devenue franchement intolérable pour le Kremlin et qu'au sein de l'oligarchie, comme à la veille de l'intervention en Tchécoslovaquie, partisans de « l'aide fraternelle à la Pologne » et tenants d'une hypothétique solution polonaise

s'affrontent durement.

#### **4. PERSPECTIVES D'AVENIR**

« L'observateur étranger — écrit l'éditorialiste du Monde des 19 et 20 avril 1981 - doit se borner à « toucher du bois » sans formuler de pronostics qui, au-delà d'un certain point pourraient porter le mauvais sort ». Après quoi il conclut assez justement : « En réalité, le Kremlin hésite entre deux risques également catastrophiques : celui d'une contagion non endiguée qui mettrait à bas son système de domination, et celui d'une intervention qui l'obligerait à livrer une coûteuse guerre en Europe, à sacrifier toute son offensive diplomatique en direction de l'Occident et à assurer seul la charge de 36 millions de Polonais aussi affamés qu'indisciplinés ».

Il nous semble, quant à nous, qu'aux deux hypothèses du dilemme posé par Le Monde, il conviendrait d'en ajouter une troisième : celle d'une révolution de palais au Kremlin.

Ceci dit, nous allons tenter d'examiner tour à tour ces trois hypothèses dont pour le moment il paraît difficile d'établir l'ordre de probabilité.

La première hypothèse H-1, celle de la « contagion non endiguée » est peut-être la moins probable, mais après les deux reculades du Kremlin, en décembre 1980 et début avril 1981, elle ne peut être exclue « a priori ».

En effet, la centaine de vieillards qui constitue l'échelon de décision de l'oligarchie soviétique, c'est-à-dire le Bureau Politique, le Secrétariat, les chefs de département et leurs adjoints, doit certainement comporter une solide majorité d'anti-interventionnistes, ce qui explique les reculades mentionnées plus haut. Il y a bientôt treize ans, à quelques unités près, les mêmes ont hésité longuement avant d'intervenir en Tchécoslovaquie. D'après ce que nous croyons savoir, la décision a été prise à 51 voix contre 49.

Or les situations ne sont pas comparables. Tout d'abord la Pologne est un morceau beaucoup plus dur que la Tchécoslovaquie. Ensuite, en 1968 les États-unis se trouvaient en pleine campagne présidentielle avec à leur tête un président, Lyndon B. JOHNSON, qui terminait son mandat sans aucune ambition. De nos jours, le Kremlin a été averti qu'une intervention en Pologne provoquerait des réactions sérieuses de la part de l'administration REAGAN, et celle-ci pourrait ne pas se limiter à des sanctions économiques. Or il est certain que les États-unis, actuellement en pleine résurrection, impressionnent fortement le Kremlin. De plus, l'U.R.S.S. ressent sur ses arrières le poids du binôme sino-nippon auquel l'oligarchie a tendance à prêter des intentions agressives. Enfin il y a, qu'on le veuille ou non, l'enlèvement en Afghanistan.

La deuxième hypothèse H-2, autrement dit celle de l'intervention, paraît a priori difficilement évitable. Ceci dit, il n'est pas aisé d'en imaginer les différents scénarios, car celui de la Tchécoslovaquie en 1968 ne convient pas et celui de l'Afghanistan ne devrait pas convenir. En dehors de la formule du journal Le Monde énoncée ci-dessus, il s'agirait d'un bain de sang

totallement improductif, lequel pourrait fort bien ne pas se limiter au territoire polonais. Rien ne dit en effet qu'engagée en Pologne l'U.R.S.S. ne soit entraînée à élargir son action à la Yougoslavie pour tenter par la même occasion de mettre un terme au scandale des Balkans. Enfin la tentation de profiter des circonstances pour s'emparer dans la foulée de l'Europe Occidentale - avant que les États-unis n'aient reconquis leur supériorité militaire sur l'U.R.S.S. et redonné un souffle nouveau à l'Alliance Atlantique - est également à prendre en considération.

Les inconvénients de H-1, catastrophiques à plus ou moins long terme, et les perspectives peut-être apocalyptiques de H-2 rendent finalement fort probable l'hypothèse H-3, c'est-à-dire une révolution de palais au Kremlin, soit anticipant sur H-2, soit consécutivement à celle-ci.

Cette révolution pourrait comporter trois variantes principales :

- H-31. La révolution de palais serait l'œuvre d'une conjuration groupant de jeunes « apparatchiks » bien placés dans les rouages du Comité Central et de « jeunes loups » du K.G.B.
- H-32. La conjuration serait l'oeuvre d'une combinaison de « jeunes apparatchiks » et de « jeunes officiers brevetés » (,généraux et colonels de l'EMG et de la Région Militaire de Moscou).
- H-33. Il s'agirait tout simplement d'un putsch militaire fomenté par les officiers mentionnés dans H-32.

Dans ces trois variantes le but des conjurés serait de mettre fin au totalitarisme lénino-marxiste et d'instaurer un régime autoritaire susceptible de faire revenir une Russie nouvelle dans le concert des nations.

Le plus gros risque que comporterait cette hypothèse - et plus spécialement sa variante H-33 - serait celui d'une cassure au sein des forces armées débouchant sur une guerre civile à l'échelle de tout l'Empire.

Cette nouvelle hypothèse H-4 pourrait être encore plus catastrophique que H-2 et fait actuellement l'objet d'une étude du C.E.S.T.E.

Nous estimons de notre devoir de la mentionner dès maintenant, car sans être a priori la plus probable, elle nous paraît parfaitement concevable.

En soixante ans de totalitarisme sanglant, le régime bolcheviste a accumulé sur les territoires qu'ils contrôlent tant de haines inexpiables qu'une explosion de ce genre ne pourrait être qu'épouvantable et, de plus, devrait avoir des répercussions graves hors des limites de l'Empire Soviétique.

Ajoutons pour finir que compte tenu de l'accélération des événements de Pologne, H-2, H-3, et peut-être même H-4 pourraient fort bien se produire dans un avenir très proche, la période dangereuse étant selon nous l'été de 1981.

## **TOUT BOUGE A L'EST**

*ADDITIF à l'exposé de Michel GARDER*

Un peu plus d'un mois après le point que nous avons fait à Ramatuelle, l'évolution de la situation mondiale, vue de Moscou s'oriente, semble-t-il, dans la direction de l'hypothèse H3, autrement dit d'une révolution de palais au Kremlin.

En effet, au moment même où une violente campagne de propagande, orchestrée par Moscou et reprise par tous les satellites - y compris la Roumanie - dénonçait le laxisme du Parti polonais et la catastrophe à laquelle ne pouvait qu'aboutir le futur congrès de ce Parti et qu'un dispositif militaire d'invasion était mis en place aux frontières de la Pologne, une volte-face spectaculaire de l'oligarchie soviétique allait infléchir la crise vers un semblant de solution à l'amiable.

C'est ainsi que coup sur coup on allait enregistrer :

- l'annulation « pour des raisons sérieuses » de la session plénière du Comité Central du P.C. soviétique du 26 juin 1981,

- l'annonce quelques jours plus tard de la visite à Varsovie du Ministre des Affaires Étrangères André GRMYKO, d'abord fixée au 1er juillet puis deux fois retardée d'un jour,

- le brusque départ en « vacances » de Leonid BREJNEV, un mois plus tôt que les années précédentes.

Venu finalement à Varsovie le 3 juillet non pas « ès-qualité » mais en tant que membre du Bureau Politique, c'est-à-dire, la plus haute instance du pouvoir soviétique, André GROMYKO a semble-t-il, donné au Parti polonais le feu vert pour le congrès du 14 juillet, congrès dont jusqu'ici on ne voulait à aucun prix à Moscou.

Au même moment, changeant de ton, le roumain CEAUCESCU venait apporter son soutien au Parti polonais.

La presse occidentale concluait, en conséquence, à une détente entre Moscou et Varsovie. Or ladite détente ne fait l'affaire ni d'une partie de la « Nomenklatura » avec à sa tête Michel SOUSLOV, ni des services Spéciaux (K.G.B.) ni, semble-t-il, du haut commandement des Forces armées soviétiques, sans parler de la plupart des dirigeants satellites. Une épreuve de force

serait déjà en cours au sein des hautes instances de l'oligarchie du Kremlin et des surprises de taille pourraient ébranler d'ici peu l'atmosphère détendue des vacances estivales.

---

## [L'affaire Farewell selon le Colonel Patrick Ferrand](#)

Category: Affaire Farewell, Affaire Richard Sorge, Extraits de bulletin, Guerre froide (1945-1989), Renseignement  
29 octobre 2021

Le propre des histoires d'espionnage est souvent d'être racontée par ceux qui en savent le moins. Les archives des services qui traitent ces affaires en professionnels, ne s'ouvrent jamais tout à fait et ne laissent entrevoir que ce qui est possible ou utile.

Ainsi, jusqu'à maintenant, l'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale, pour sa partie française, a été étudiée sans tenir compte des archives (qui viennent de s'ouvrir) des services secrets français qui ont pourtant joué un grand rôle en particulier dans les opérations de déception préparant aux différents débarquements, ou dans la Libération du Pays.

La guerre de l'ombre que se sont livrés les officiers de renseignement des deux blocs durant la guerre froide fait partie plus ou moins importante, certes, mais partie intégrale de l'histoire de cette période.

Dans cette guerre, l'histoire des "taupes" recrutées par les deux camps au cœur des dispositifs adverses tient une place essentielle qui ne sera sans doute jamais connue dans tous ses détails.

Il convient d'ailleurs maintenant de rétablir un certain équilibre. La force de la propagande soviétique relayée par les "idiots utiles" et les partisans idéologiques faisaient de tous les "occidentaux" recrutés par le KGB, le GRU ou par les réseaux émanant du Komintern des héros positifs, puisque ayant choisi de servir le "camp de la Paix"; ainsi en a-t-il été des 5 de Cambridge (à vérifier?), de l'Orchestre Rouge ou du Réseau Sorge.

Les membres des Services Soviétiques et assimilés qui choisissaient de travailler avec des Services Occidentaux étaient qualifiés, eux, de traîtres, souvent alcooliques, corrompus par l'argent capitaliste, etc. Qu'on se souvienne de l'affaire Kravtchenko (J'ai choisi la liberté), du sort réservé au général du GRU Krivitsky, etc.

Et pourtant, ces officiers de renseignement de l'Est qui ont choisi l'Occident, ont joué un grand rôle dans l'histoire du rapport des forces entre les deux blocs, en faveur de la Liberté, de notre Liberté...

Les conditions de manipulation de ces "héros" par les services occidentaux qui les avaient

abordés , recrutés, parfois formés, méritent certes de l'intérêt. C'est souvent la partie de l'histoire la plus spectaculaire, celle que l'on présente au public , toujours avide de films d'espionnage et de suspens.

Cette partie est de plus importante, rien que du point de vue du contre espionnage, de la fiabilité de la source et donc des renseignements fournis; l'intoxication des adversaires est une arme à part entière.

Mais le plus important semble être l'aspect global de l'affaire: quelle est la situation internationale au moment où l'affaire se déroule? Comment vont être utilisés les renseignements obtenus ? Quelle est la situation après, ou quels sont les effets obtenus?

Ainsi de Penkovsky, au moment de la crise de Cuba, et de bien d'autres que l'Occident ne saura jamais assez remercier.

Ainsi en particulier de Farewell, dont on a d'autant plus tendance à négliger l'importance qu'il a coopéré avec un service français, la DST; de plus, ceux qui ont écrit sur lui étaient ou mal informés (normal dans ce genre d'investigation) ou mal intentionnés ( normal dans ce genre de guerre de l'information).

On connaît Farewell. De son vrai nom Vladimir Ippolitovitch Vetrov, ingénieur en chef de l'armement (un grade équivalent à celui de colonel); il a été en poste à Paris, où il se montre actif, recrutant des sources et les manipulant le soir ou le week-end en forêt de Fontainebleau; il lui est arrivé une mésaventure qui ne semble pas avoir été connue de sa hiérarchie: il a un accident de voiture, alors qu'il a un peu trop bu; c'est son ami/objectif, cadre de Thomson qui, appelé à l'aide, va faire réparer la voiture et lui permettre de rentrer sans problème; d'où une amitié réelle .

Le service français va tenter une première approche; sans succès. Puis c'est un poste au Canada, d'où il est rappelé avant la fin de son séjour: une indécatesse connue de ses chefs lui aurait valu ce rappel, et sans doute la jalousie de quelque pistonné de son service qui pense que le meilleur moyen de prendre ce poste convoité est d'en faire chasser l'occupant; c'est une manœuvre habituelle , sans doute dans tous les services du monde.

Rentré à Moscou, il est affecté à la direction T (renseignement scientifique et technique) de la Première direction générale (PDG) du KGB. Il prépare les dossiers les plus pointus pour les présenter devant les plus hautes autorités afin d'obtenir leur aval pour le déclenchement des opérations de recherche par les postes KGB ou GRU à l'étranger.

A priori , il s'agit d'un poste de confiance, et, dans le système soviétique, le détenteur d'un tel poste n'a plus aucune chance de repartir à l'étranger, ou même de côtoyer des étrangers.

Parce que c'est un bon professionnel, il a constaté les lacunes et les vices du système soviétique; il souhaite améliorer la qualité de son travail et écrit un rapport sur les modifications qui, selon lui, doivent être apportées au système. Ces chefs n'y prêteront pas attention , d'où une certaine frustration.

C'est un bon vivant, qui aime rencontrer ses amis et faire la fête avec eux. Il adore son fils, sa fierté; il aime son pays, comme sans doute seul les Russes peuvent le faire, et cet amour est devenu charnel depuis qu'il a acheté une isba et un lopin de terre. Il admire sa femme, mais là c'est son problème; démon de la cinquantaine ou lassitude, chacun donne des coups de canif au contrat initial; et lui a "dans la peau" une de ses collègues, voisine de bureau.

Il pourrait vivre heureux ... Mais rien n'est simple. A-t-il une tendance à boire, comme le laisse penser les commentaires inspirés après coup par les autorités soviétiques; sans doute comme tous les Russes de cette époque, pas plus.

Mais surtout, comme beaucoup de soviétiques ayant vécu à l'étranger, il a une tendance à la schizophrénie, phénomène étudié par exemple dans le livre "Les hommes doubles" de Dymov ; en Occident, il a vu le niveau de vie, il a apprécié la liberté des conversations grappillées de ci de-là avec des Français; et ici, chez lui à Moscou, avec ses collègues, il est obligé de jouer celui qui n'a rien vu, de dire le contraire de ce qu'il pense profondément. Et la situation internationale en ces années 80 lui donne à penser.

C'est la fin de la crise des SS 20, ces missiles dont la précision et la mobilité (qualités dues à l'apport de l'espionnage technologique) allait donner la supériorité stratégique au Camp de la Paix; "Échec et mat" pensait-on au Kremlin.

Mais cela ne s'est pas passé comme prévu: les Occidentaux, États-unis en tête ont répliqué par le déploiement des Pershings et par celui des missiles de croisière.

Il y a eu des cas de mutinerie sur des navires de la Flotte; il y a l'Afghanistan , la Pologne et ce diable de Pape Polonais qui dit: "N'ayez pas peur".

Là où il est, il ressent parfaitement l'ambiance de guerre qui envahit la population mais surtout la classe dirigeante; il sait que la doctrine soviétique envisage l'emploi normal de l'arme atomique.

Il connaît la capacité de riposte occidentale.

Il comprend, par les papiers qu'il traite, que la nomenklatura essaye de reprendre l'avantage; des joueurs d'échec...Bien sûr, ses doutes et ses angoisses , il ne peut les partager avec personne;

- bien sûr, pour le journaliste russe Sergueï Kostine, " *rien dans le comportement de Vetrov ne permet de le considérer comme un combattant de l'ombre contre le système communiste ou un précurseur de la perestroïka. Cette supposition, qui se présente comme une certitude dans les publications françaises, a fait rire tous ceux qui ont connu Vetrov* " (1).

En 1981, il offre ses services à la DST, franchit l'étape la plus difficile rencontrée par tous les candidats à la défection: éviter de se faire repérer par le contre espionnage soviétique qui peut posséder des agents au sein des services occidentaux, et trouver rapidement le bon canal pour trouver la liaison et l'oreille du service auquel il va proposer sa collaboration.

Alors il va continuer à faire rire tous ceux qui l'ont connu; il va augmenter son côté pochard, et beaucoup viendront "boire avec lui" les innombrables bouteilles que lui procurera son traitant.

Pour lui, il est impératif d'apporter aux pays occidentaux la preuve que leur insouciance sécuritaire permet à l'URSS de piller leurs laboratoires en lui donnant ainsi de forger les armes qui doivent lui donner l'avantage.

Sa haine du système, ses diverses frustrations, son passé lui donnent la possibilité de passer à l'action, de trouver des amis avec qui il peut parler "po doucham" (à cœur ouvert) comme disent les Russes.

C'est un professionnel, il sait comment travaillent ceux qui sont chargés de protéger la sécurité et les secrets soviétiques; il convaincra ses traitants de lui faire confiance; mais il reste lucide: le pire peut arriver: pour lui, la balle dans la nuque; pour ses traitants successifs, ce devrait être l'accident de circulation, l'écrasement par un poids lourd, par un métro. Message qui serait compris par le service intéressé.

Tout cela , approche, semble-t-il, de la vérité.

Dans de telles affaires , bien malin qui peut sonder les reins et les cœurs. Les spécialistes de la DST se posent plus de questions qu'il n'y a de réponses; le doute envahira souvent la réflexion de ses responsables. Mais les documents arrivent, en masse. S'il y a machination, où en est l'intérêt, l'objectif ?

Au cours de l'année suivante, il fournira près de 4.000 documents de toute première importance sur la collecte et l'analyse scientifique et technique par le KGB. 70 % des informations de Farewell concernent les États-unis, parce que c'est ce pays qui a le meilleur potentiel technologique, mais tous les pays occidentaux sont concernés.

Grâce aux milliers de documents fournis par Farewell, ce n'est pas tant l'ampleur du pillage scientifique et technologique soviétique que les gouvernements occidentaux découvrent, que sa planification et son organisation systématiques par la VPK, la Commission de l'industrie militaire. Une collecte faite à la demande : les divers secteurs militaires et industriels faisaient connaître chaque année leurs insuffisances et leurs retards.

À charge pour les agents des services secrets soviétiques infiltrés (2) dans le monde entier de leur fournir les informations technologiques qui leur manquaient. Les économies ainsi réalisées sont méthodiquement chiffrées: 6,5 milliards de francs entre 1976 et 1980. Les bilans de la VPK montrent qu'entre 1979 et 1981, de nombreux systèmes d'armes soviétiques ont bénéficié chaque année de la technologie occidentale.

Vetrov ignore par contre l'identité des agents occidentaux au service des Soviétiques et ne peut qu'aider à en définir les caractéristiques. ...

Il fournira par contre l'identité de 222 officiers du KGB de la ligne X sous couverture diplomatique dans l'ensemble des pays du bloc de l'Ouest et 70 agents clandestins de la Direction T.

Ce chiffre a d'ailleurs étonné certains professionnels qui n'ignorent pas le cloisonnement efficace existant entre les différents départements du KGB, mais qui n'ont pas compris qu'au poste où il se trouvait, il n'y avait plus ce cloisonnement, que les documents "Soverchenno sekret" quittaient les coffres forts où ils étaient conservés, pour transiter pendant quelques jours par le bureau de Vetrov qui en faisait profiter son traitant, avant de retourner dans l'espace cloisonné sécurisant.

Mais son apport à la cause du monde libre, et cela on le sait moins, n'a pas consisté qu'en informations d'ordre purement technologique.

En professionnel, il n'aimait pas être orienté sur des sujets qu'il ne dominait pas parfaitement; mais les réponses qu'il apportait dans divers domaines avaient une certaine valeur: l'évolution de la situation en Pologne, des évaluations sur l'implication soviétique dans l'attentat contre le Pape (Gromyko affirmant aux représentants des pays du Pacte que ce problème allait être réglé), etc.

C'est en témoin qu'il a pu raconter la réunion qui a eu lieu à Kaliningrad, en présence de Brejnev, qui tirait les conclusions du lancement de la première navette américaine, avec la participation du fin du fin du complexe militaro- industriel.; le directeur de la séance avait demandé à chacun de répondre en disant la vérité, pour une fois...

A la première question sur le danger représenté par la navette pour la sécurité du pays, la réponse avait été que cette nouvelle menace pouvait être mortelle. A la seconde question sur la capacité du complexe à y faire face, la réponse avait été positive, "mais en arrêtant tous les autres programmes...".

La conclusion avait été qu'il fallait tout faire pour freiner au maximum l'effort technologique et militaire américain. Comment ? par des offensives de Paix, de désarmement... Cela annonçait la suite.

Mais brusquement, après février 1982, Farewell ne se présente plus aux rendez-vous fixés.

Non que son double jeu ait été découvert par le KGB, mais, comme le découvrira la DST à l'automne seulement (et cela grâce aux Américains), il a été arrêté pour crime de droit commun !

Selon la version officielle, il a tenté de tuer sa maîtresse, qui exerçait sur lui un chantage depuis qu'elle avait trouvé dans son veston des documents dérobés au sein de la centrale soviétique.

Surpris par un milicien, il l'aurait abattu à l'aide d'un couteau de chasse... Sur ce point, courent bien d'autres variantes, invérifiables (la vérité est sans doute dans le dossier de l'enquête du KGB- mais d'après les informations qui en ont filtré (Livre de Kostine d'après un résumé de l'enquête), on comprend que Vetrov, comme tous les prévenus du monde, va balader les enquêteurs, essayer de *gagner du temps, de protéger ses traitants auxquels le lie une véritable amitié, peut-être de sauver sa peau*).

Jugé et condamné à 12 ans d'emprisonnement, il quitte la prison de Lefortovo pour Irkoutsk, en Sibérie. Sa trahison n'aurait été découverte par le KGB qu'un an plus tard, en avril 1983, après l'expulsion par la France de 47 " diplomates " russes choisis parmi les agents de Moscou dénoncés par Vetrov. Selon la coutume, il aurait reçu une balle dans la nuque, dans les couloirs de la prison. Ici aussi, il y a plusieurs variantes.

### **Comment cette affaire a-t-elle été vécue par les différentes parties?**

#### ***En France:***

Il est indéniable que cette affaire a permis au Président Mitterand, informé depuis sa nomination à l'Élysée du travail de cette taupe au profit de son pays, de marquer un point vis à vis du Président Reagan, lors du sommet d'Ottawa (17-20 juillet). Était ainsi annulé le froid engendré dans les relations entre les deux pays créé par l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

Plus tard, on ne sait trop sous quelle influence, certains conseillers du Président auraient commencés à voir dans cette affaire (ou au moins dans l'insistance du patron de la DST à obtenir de nouvelles expulsions sans doute justifiées , mais peu politiques) une machination américaine visant à l'intoxiquer...

On a reproché à la DST d'avoir exagéré l'importance de la manipulation, pour justifier son existence, sérieusement remise en question après mai 1981. La DGSE ne fut mise au courant de l'affaire qu'en 1983 ou 1984; dans ce service certains, sans en rien savoir, n'ont voulu y voir qu'une opération de pénétration des soviétiques.

En tous cas, la DST a dévoilé une partie des agents soviétiques impliqués et a neutralisé le dispositif de recherche de l'URSS. Il en a été ainsi dans les autres pays d'Europe.

Quelle manœuvre d'intoxication, quel grand objectif supérieur auraient pu pousser l'URSS à sacrifier ainsi ses réseaux ?

#### ***Les Etats-Unis:***

Mais c'est indéniablement le Président Reagan qui va utiliser au mieux cette affaire. Il ne va plus jouer aux échecs, mais impose une partie de poker.

Bien sûr des agents seront arrêtés. Mais il va comprendre que tout cela lui fournit l'information permettant d'asphyxier l'URSS, de la mettre KO debout en la lançant dans une course technologique à l'armement , qu'elle ne pourra pas suivre - ce sera la première version de la Guerre des étoiles, le grand bluff qui a réussi, allant jusqu'à fausser les essais d'interception de missiles pour affoler l'adversaire.

Ce sera toute une grande manip, réussie, tendant à lancer la recherche technologique soviétique sur de fausses pistes...Mais cela dépasse le cadre de notre étude.

Il y a eu des doutes aussi: le dossier Farewell contraignait les Américains à changer les codes de guidage de leurs missiles de croisière que les Soviétiques avaient percés à jour . Ce qui ,

bien sûr a pu être interprété comme l'un des objectifs de la "manipulation d'intoxication " qu'auraient pu mener les Soviétiques.

Que penser des nombreuses critiques de l'affaire, mettant en cause la main mise américaine, etc.

Que penser des pages de Gilles Ménage consacrée à cette affaire? Des personnalités proches du pouvoir ont-elles pu réellement se couper ainsi des réalités et du bon sens.

Non, les Américains n'ont pas été impliqués dans la manipulation à Moscou; cela aurait été à l'encontre de la simplicité voulue dans celle-ci.

Oui, ils ont fourni la technologie de l'appareil photo; oui, au début, ils étaient seuls à pouvoir développer; mais le problème a été vite réglé.

Oui encore, une majorité de renseignements concernait les États-unis; on a vu comment la majorité des objectifs soviétiques étaient américains.

A priori, non, ils n'ont pas manigancé cette intoxication en fournissant par un (faux?) colonel du KGB , à Moscou, de fausses informations, de faux documents portant la vraie signature de Brejnev à un amateur français.

Faut-il ajouter que c'est dès cette époque que les Soviétiques recrutèrent au sein de la CIA et du FBI des agents efficaces qui ont entre autres permis l'arrestation et l'exécution d'une dizaine d'agents recrutés par les Américains à Moscou.

### ***En URSS:***

Il est normal que les responsables du KGB aient voulu expliquer le succès de l'entreprise ou de la trahison de Vetrov par l'aide considérable apportée par les Américains à Moscou même; ils ne pouvaient comparer cela qu'aux gros dispositifs qu'ils mettaient en place par exemple à Paris pour couvrir des contacts importants et balader toutes les forces de la DST.

Il est normal qu'ils aient voulu salir sa mémoire. Il est quasi réglementaire qu'il ait été abattu d'une balle dans la tête; c'était la tradition et cela devait servir d'exemple aux éventuels candidats.

Mais on peut affirmer que Vetrov a amené la direction soviétique sur la voie de la perestroïka, à la chute du Mur de Berlin , à la fin de la guerre froide...

Il y a eu un effet Farewell, au sein même des services soviétiques et post soviétiques.

Cette affaire aurait eu un retentissement psychologique considérable sur les membres du KGB. Cela n'a bien sûr pas été un élément fondamental de la Perestroïka, mais elle a révélé le malaise profond et les contradictions qui ont provoqué l'implosion du système.

Cette affaire, et la façon dont Vetrov a fait face aux interrogatoires, a eu un effet corrosif sur la façade du KGB.

Des officiers ont admiré en secret son courage et sa détermination à lutter contre le népotisme.

En 1988, le mécontentement a commencé à se manifester ouvertement, avec un premier incident lors de l'ouverture de la réunion qui devait élire le Bureau du 1er Directorate.

Trois brillants officiers traitants ont contesté la présence sur l'estrade, à côté du général Bobkov, alors vice-président du service, d'un " pistonné ", ancien du directorat, où il n'avait jamais brillé ni par sa compétence, ni par son efficacité.

Prise au dépourvu, la direction n'avait pu que battre en retraite.

La brèche ainsi ouverte n'a cessé de s'élargir tandis que le régime se délitait, pour aboutir l'année suivante à la signature, par plus de 200 officiers du KGB de Sverdlovsk, d'une lettre ouverte à leur direction.

---

Alors, l'affaire Farewell a-t-elle été l'une des plus grandes affaires d'espionnage du XXe siècle, comme l'aurait affirmé le Président Reagan; a-t-elle été une grange manipulation, menée par les Soviétiques, les Américains ?

Un jour, on saura, et on s'étonnera de la simplicité de toute cette affaire très humaine: bon sens, patriotisme, amitié. Et il faudra rendre hommage à Vladimir Ippolitovitch Vetrov du rôle qu'il a accepté de jouer, quelques soient ses véritables motivations, et qui a contribué à l'évolution du monde.

---

## **L'Evolution des services de renseignement français selon le General Pichot-Duclos (1993)**

Category: 1992-2000,Extraits de bulletin,Géopolitique,Renseignement  
29 octobre 2021

La recherche de « Cette Sacrée Vérité » ne saurait exclure l'actualité et encore moins l'avenir. Ce titre se propose donc d'accueillir et de réunir les contributions traitant de nos préoccupations. Après la description de l'organisation et des moyens de notre renseignement, je voudrais maintenant dans une dernière partie, vous exposer les tendances qui se dessinent et les problèmes qui restent à résoudre.

### ***Tendances et problèmes actuels***

La nécessaire réforme du Renseignement s'inscrit dans le bouleversement des données

stratégiques de ces dernières années.

Avec la fin du Pacte de Varsovie qui mobilisait toutes nos forces nous devons revoir tout notre système de défense puisque l'adversaire est désormais partout et nulle part et la menace multiforme. Il faut donc repenser le dispositif et redéployer les moyens dans un contexte d'intervention tous azimuts et de technologie galopante sans oublier que l'homme reste la donnée essentielle du combat. Exemples de cette apparente contradiction :

A deux ans d'intervalle, la guerre du Golfe a montré ce que pourrait être la guerre de l'espace (puisqu'un Patriote interceptait un Scud sur signal donné par un satellite alerté par le dégagement thermique du départ du coup), ceci tandis que la guerre des Balkans nous démontre chaque jour qu'un SNIPER peut paralyser l'O.N.U. Et puis, avons-nous déjà oublié que personne — sauf le Colonel Garder dont je salue ici la mémoire et la perspicacité prémonitoire — n'avait prévu l'effondrement proche de l'Empire Soviétique, ni percé les intentions réelles de Saddam Hussein?

Le Renseignement de demain dépend donc à la fois des ressources financières qui lui donneront les moyens techniques indispensables et de la qualité des hommes qui les serviront : il s'agit ici de l'homme de bon sens et de l'homme-ingénieur unis pour utiliser intelligemment les fantastiques possibilités de la technique. Telle est donc la première tendance lourde de l'époque.

La seconde tendance concerne la maîtrise de l'information elle-même dont l'abondance provoque la submersion des mémoires et la manipulation provoque la subversion des systèmes de référence. Ce n'est pas par hasard que les Britanniques, comme avant eux les Chinois, ont toujours associé la fonction « influence » à la fonction « Intelligence » « Renseignement ». Aujourd'hui, ce n'est plus seulement nécessaire, c'est indispensable à toute puissance qui veut survivre et pour ce faire doit maîtriser l'information, source du Renseignement.

Quant aux problèmes qui demeurent, ils sont chez nous d'ordre essentiellement culturel :

— Nous nous disons cartésiens mais quel décideur civil ou militaire accepte de subordonner ses intuitions — nécessairement géniales — aux humbles exercices de l'esprit que sont l'analyse minutieuse, la comparaison difficile, les choix déchirants et la synthèse pragmatique?

Pour balayer devant notre porte, quel chef accepte de faire sienne la vieille formule du Général Bradley, génial organisateur du débarquement et qui disait « **Mon deuxième bureau me dit ce que je dois faire, mon quatrième bureau me dit ce que je peux faire et moi je dis à mon troisième bureau ce que je veux faire.** » Nous sommes cartésiens, soit, soyons aussi bradlésiens.

— Nous sommes aussi un peuple bavard mais nous ignorons trop souvent les langues étrangères. Un effort serait bienvenu, en particulier en arabe et en turc.

— Nous sommes un peuple de soldats, mais nous négligeons de méditer nos échecs et préférons célébrer de glorieuses défaites plutôt que de réfléchir à leurs causes et nous dire « plus jamais cela » en en conservant les enseignements.

Nous pourrions donc imaginer une fonction nouvelle qui serait celle de l'historien de la

structure ou de l'Etat-major, que son rang comme sa compétence affranchirait des pesanteurs de la hiérarchie afin qu'il puisse dire : Cette solution ou cette absence de décision a déjà entraîné tel désastre...

Mais je rêve peut-être devant vous.

— Nous sommes un peuple prompt à la division : le Renseignement a besoin d'unité et de coordination. Ce problème n'est actuellement pas réglé dans le contexte politique.

— Il faudrait enfin que les décideurs, surtout les politiques, comprennent que la fonction du Renseignement est noble et que ses serviteurs ne sont les ennemis de personne, qu'ils sont seulement les humbles amis de la Vérité et qu'il faut leur donner les moyens de la faire jaillir.

C'est à ce prix qu'à la prochaine guerre du Golfe ou d'ailleurs, nous ne dépendrons plus du Renseignement des autres, fussent-ils nos alliés.

---

## **Biographie du General Meyer**

Category: 1942-1945,1944 : Débarquements en France,Biographies,Biographies memorial,Colonel André Serot,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,General Albert-Charles Meyer,Guerre d'Indochine (1946-1954),Renseignement,Services allemands,SR Guerre (Kleber) 29 octobre 2021

Né à Belfort en mars 1921, aîné de six enfants. Son père, Ancien Combattant de 14-18, Président des Combattants Volontaires et Officier de Réserve, est un grand ami du Commandant André Sérot de l'Armée de l'Air, affecté au poste SR de Belfort, fer de lance des Services Spéciaux contre l'Allemagne. Le 3 septembre 1939, la guerre commence. Il a 18 ans. Candidat à l'Ecole de l'Air, il s'engage pour la durée de la guerre comme élève pilote. En mai 1940, il est admis en stage d'Aspirant à Agen mais la défaite bouleverse sa destinée et le 20 juin il cherche à gagner l'Angleterre avec des pilotes polonais à Saint-Jean-de-Luz. Arrêté, il est interné à Argelès. Il s'évade pour retourner à Belfort où il apprend que son père, mobilisé sur sa demande, était mort au combat le 20 juin... Il gagne alors la Suisse et se met à la disposition du Commandant Pourchot, attaché militaire adjoint près l'Ambassade de France à Berne et représentant des Services Spéciaux militaires. Avec lui il créera le réseau de renseignement " Bruno " rattaché plus tard au SR Kléber. Il a tenté en vain, à huit reprises, de rejoindre l'Angleterre. Mais le Commandant Sérot l'a persuadé de poursuivre la lutte en France dans la clandestinité du Service de Renseignement. Dès juillet 1940, il se lance à corps perdu dans ce combat de l'ombre. Il constitue progressivement plusieurs réseaux très étoffés qui couvrent toute la France qu'il sillonnera à bicyclette pendant quatre ans, de Belfort à la Normandie ou à la Pointe de Bretagne et du Nord à la Provence. Il parcourt aussi la Belgique, les Pays-Bas et même une large partie du Reich. Sa mission prioritaire : identifier les unités allemandes afin de dresser en permanence l'ordre de bataille ennemi. Malgré sa jeunesse, mais grâce à ses qualités exceptionnelles, il va recueillir des renseignements d'importance capitale et, bravant tous les dangers, il deviendra au fil des mois le meilleur agent de " Bruno " et l'un des hommes

clés des services alliés en Europe, en particulier de l'OSS.Échappant, souvent de justesse, aux contrôles et aux recherches des services allemands, il sera tout de même appréhendé douze fois, et plusieurs de ses agents seront, hélas, arrêtés et déportés.De 1940 à 1944, il organise environ 400 passages de la frontière suisse ou d'Alsace et de la ligne de démarcation, permettant ainsi l'évasion de près de 1.200 Français et alliés dont celle du Général Giraud. Il parviendra ainsi à confier au Commandant Pourchot à Berne le Drapeau de la Section des Combattants Volontaires de Belfort que présidait son père.Cette intense activité le ramène cependant toujours à Belfort, point nodal de la "toile " qu'il a tissée.La citation pour sa nomination à titre exceptionnel au grade de Chevalier de la Légion d'honneur stipule notamment : " A obtenu un rendement exceptionnel qui a contribué d'une façon déterminante à la préparation et au succès des débarquements alliés ".En septembre 1944, de Lattre approche de Belfort. Le Commandant Pourchot le met à la disposition du Service de Renseignement Opérationnel de la première Armée dirigé par le colonel Simoneau. C'est la mission " Stuka " pour laquelle il constitue un nouveau réseau spécifique.Ses renseignements permettent d'épargner la vie de nombreux soldats et influent sur l'issue de la bataille. Mais, trahi par un élément douteux, il est arrêté le 11 novembre 1944 à Belfort.Interrogé, torturé pendant près d'une semaine sans rien révéler, il est déporté le 18 novembre à la forteresse de Fribourg alors que la bataille de Belfort est déclenchée depuis le 15.Condamné à mort le 27, il parvient à s'évader à la faveur d'un bombardement. Au terme d'un périple de quatre mois en Allemagne, au cours duquel il sera repris et s'évadera de nouveau, il se présente, le 8 mars 1945, aux éléments avancés de la 9e armée américaine avec trois prisonniers, non sans avoir recueilli d'autres renseignements précieux, en particulier sur l'offensive des Ardennes. Une nouvelle Citation à l'ordre de l'Armée précise : " doit être considéré de très loin comme le meilleur artisan de la préparation de l'offensive Vosges-Alsace, de l'avis de l'ennemi lui-même qui lui rendra cet hommage ". Ayant retrouvé le Colonel Sérot, il rejoint le Service de Renseignement Opérationnel de la Première Armée et repasse le Rhin le 31 mars 1945. La guerre se termine. Il y a consacré sa jeunesse, gagné trois citations à l'ordre de l'armée et la Légion d'honneur à titre exceptionnel. Lieutenant de Réserve, il est démobilisé en 1946. Après quelques années de vie civile durant lesquelles il sera le liquidateur national du SR français en Suisse et du réseau Kléber-Bruno, il est volontaire en 1951 pour servir en Indochine.Capitaine de Réserve en situation d'activité, il est affecté sur les bases aériennes de Bien Hoa et de Tan Son Nhut où il crée et commande, avec des éléments vietminh ralliés, un commando de contre-espionnage et de contre-sabotage. Le concept des brigades de recherches et de contre-sabotage - les BRCS - est né, il donne à celle de Bien Hoa le nom de " commando Colonel Sérot " assassiné à Jérusalem le 17 septembre 1948. En septembre 1953, il est le chef de l'antenne aéroportée de renseignement opérationnel auprès du Général commandant en chef en Indochine, notamment pour l'opération " Atlante "et Dien Bien Phu où, dès fin 1953, il appelle l'attention du commandement sur le choix de la cuvette qui ne lui paraît pas judicieux, compte tenu des renseignements dont il dispose. Par la suite il organise une filière d'évasion pour les personnalités vietnamiennes pro-françaises qui souhaitent rester à nos côtés et, en septembre 1955, il est rappelé en France. En mars 1956, il participe à la création pour l'Algérie, sur décision du Général de Maricourt, des Commandos Parachutistes de l'Air, dont il assure, jusqu'en 1961, la conduite opérationnelle. Affecté à Paris comme directeur et inspecteur des Commandos Parachutistes de l'Air il demande, en janvier 1963, un congé pour convenance personnelle compte tenu de l'attitude officielle à l'égard des Commandos de l'Air. Il occupe ensuite, pendant dix ans, diverses fonctions au sein de l'Armée de l'Air, notamment à la direction du personnel militaire (DPMAA) et il devient conseiller " Commando " avant d'être

appelé à la direction de la Sécurité Militaire comme Chef d'État-Major inter-armées, de 1974 à 1976. Son dernier commandement sera celui de la base aérienne de Chartres, de 1976 à 1978. Il sera alors nommé Général de Brigade Aérienne en 2e section.

Entre temps, il adhère à l'amicale des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale (A.A.S.S.D.N.) et en devient administrateur en 1978, puis Président National Adjoint. Il sera également un membre influent de plusieurs autres associations ou fédérations patriotiques. Grand' Croix de la Légion d'Honneur, Grand' Croix de l'Ordre National du Mérite, titulaire des Croix de Guerre 39-45 et des Théâtres d'Opérations Extérieures, de la Croix de la Valeur Militaire et de la Croix de la Vaillance Vietnamienne avec treize citations dont huit palmes ainsi que de la Médaille de la Résistance et de bien d'autres décorations. Blessé à cinq reprises.

Décédé le 6 mai 2006

Bio reprise au sein du discours d'adieu du Président de l'AASSDN le 12.05.06

---

## [Henri Giraud : l'évasion d'un général d'armée](#)

Category: 1940-1942,1942-1945,Europe de l'Ouest, Henri Giraud, Livres et publications, Services allemands, Services français  
29 octobre 2021

Sorti de Saint-Cyr en juillet 1900, jeune capitaine au 4ème régiment de zouaves, il est blessé d'une balle au poumon et laissé pour mort sur le champ de bataille de Guise, le 30 août 1914. Fait prisonnier par les Allemands, il s'évade le 30 octobre 1914 de l'hôpital d'Origny-Sainte-Benoîte. 

Il rejoint le Maroc, pour de grandes victoires. Dar-Caïd-Medboh contre Abd-el-Krim, alors que Lieutenant-colonel il commande le 14ème Tirailleurs Marocains, celle du Djebel-Sagho, sa prise du Tafilalet, sa liaison d'une sensationnelle témérité, avec les forces du Soudan, au milieu du désert à Bir-Moghrein, alors qu'il est Général.

Toutes ces victoires remportées de sa propre initiative, et parfois en dehors même des ordres du commandement, préfigurent longtemps à l'avance le Giraud qu'il sera en 1942, le Giraud d'Alger.

Le préfigure aussi son attitude cassante et désinvolte à l'égard de certains membres du Gouvernement en la trouble année de 1936, alors qu'il est Commandant de la sixième région Militaire et gouverneur de Metz. Il s'en faut de peu que sa carrière ne soit brusquement interrompue. Mais il est si populaire parmi la troupe, que l'on hésite et puis la Guerre de 1939, menace.

En mai 1940, aux frontières de Hollande, il est à la tête de la VII Armée. Un haut commandement ayant perdu tout sang froid, tout esprit de manoeuvre, lui enlève par une succession d'ordres impératifs ses meilleures divisions, pour lui confier les débris de la IX armée. Le 19 mai 1940, il est fait prisonnier par les Allemands. Le 17 avril 1942, il s'évadera de Königstein (Elbe). Le 8 novembre 1942, les Américains débarquent au Maroc et en Algérie. Giraud prévenu, a été sollicité par eux pour prendre le commandement des opérations à la tête de l'armée d'Afrique, qu'il relancera dans la guerre aux cotés des Alliés, afin de rendre à la France sa place de grande puissance et la délivrer de l'oppression ennemie. Il a accepté.

Le 24 décembre 1942, muni de tous les pouvoirs, il va pleinement s'accomplir. Giraud inspire confiance, à son appel beaucoup de réservistes français et indigènes ont remis le sac au dos. Très rapidement, il aura avec lui près de 350.000 hommes de cette Armée d'Afrique, sauvegardée par la clairvoyance du Général Weygand.

C'est lui, qui prépare les plans de la bataille de Tunisie et conduit à l'écrasement de l'Afrika-Corps de Rommel à Tunis et à Bizerte. Avec l'appui matériel de nos alliés américains, il fera de cette armée d'Afrique, une armée moderne un outil de premier ordre, dont la pointe d'acier ira pénétrer comme un doigt vengeur jusqu'au coeur de l'Allemagne. C'est lui, avec le Général Juin, qui met sur pied l'organisation de l'immortelle campagne d'Italie, qui allait donner aux Français la gloire d'enfoncer l'ennemi sur le Garigliano pour s'en aller défiler dans Rome libéré.

Le 24 janvier 1943, les accords d'Anfa concrétisent les accords Murphy-Giraud du 2 novembre 1942:

- Armement de 11 Divisions françaises.
- Parité du franc et du dollar.
- Loi prêt-bail.
- Souveraineté des territoires administrés par la France.

Fort de son soutien des militaires et malgré les conseils de collaborateur vigilants, Giraud invitera le Général de Gaulle à venir partager ses pouvoirs avec lui, à Alger. Les deux hommes ne pourront s'entendre. Voulant passionnément l'union de tous les Français, le Général ne peut admettre la séparation de Londres et d'Alger. Il dira "Je ne veux pas donner le spectacle de deux Généraux français se disputant entre eux, alors que leur pays agonise sous la botte allemande".

Juillet 1943. Voyage en Amérique. Le Président Roosevelt octroie la totalité du matériel que le Général Giraud réclame pour l'armée française.

C'est aussi lui, chef incontesté, qui prend la décision du débarquement en Corse, offrant aux français leur premier département libéré, et mettant à la disposition de nos Alliés un magnifique porte-avions à proximité des côtes de Provence.

La libération de la Corse, initiative individuelle, en accord avec les Alliés, sera à l'origine du remaniement du CFLN. Ordonnance et décret rapidement adoptés à la majorité, détermineront la séparation du pouvoir du Gouvernement (commissariat) et de l'autorité de commandement. Le Général Giraud restera Commandant en chef sous les ordres du commissaire à la Défense Nationale. L'exploitation calomnieuse de l'**affaire Pierre Pucheu**, viendra à point pour précipiter l'éviction du Général du commandement des Armées. Il se verra proposer par le CFLN, le poste Honorifique, d'Inspecteur Général des Armées.

Le 17 avril 1944, peu enclin aux intrigues, Giraud, fidèle à sa volonté d'union, refusant le poste proposé, se laissera écartier, puis évincé du Gouvernement. Le 21 avril 1944, son avion quittera ce même jour Boufarik, pour l'emmener en exil "Volontaire" dans le village de Mazagran situé à deux kilomètres à l'ouest de Mostaganem. Le 28 août 1944, à 18 h45, une balle frappe le Général Giraud sous le maxillaire gauche pour ressortir sous le médullaire. Le Général est blessé mais vivant. Version officielle: Attentat causé par un tirailleur sénégalais ivre. Le meurtrier sera condamné à mort à Oran au début de 1945.

L'homme qui a préparé le débarquement américain en Afrique, qui a libéré la Tunisie, la Corse, qui a contribué à organiser l'armée française de la Libération qui devait s'illustrer dans les campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne, s'est éteint à l'Hôpital militaire de Dijon le 11 mars 1949. Quelques jours avant, il avait reçu la veille la médaille militaire, la plus haute distinction pour un officier Général. Ainsi disparaissait à 70 ans ce grand soldat qui, par sa bravoure, son audace, son courage indomptable et son patriotisme, incarnait les plus nobles vertus militaires, celui qui s'interdisait et interdisait aux siens de se résigner à la défaite, celui que la France reconnut comme l'une des gloires les plus pures de son armée et à qui il fera des obsèques nationales. Le Général Henri Giraud, repose avec les autres grands capitaines de notre Histoire, dans la crypte de la Chapelle Saint-Louis des Invalides.

#### **En savoir plus sur le Général Henri Giraud :**

- [L'évasion du Général Giraud de Königstein](#)
- [Henri Giraud : entrée en clandestinité](#)
- [Giraud : Fin de la partie allemande](#)

*De J.C. Petermann, d'après des notes du Général Chambe et de "Un seul But la Victoire" H Giraud - Julliard 1949*